

Les aspects politico-sécuritaires des relations franco-tchèques

Jan Eichler

▶ **To cite this version:**

Jan Eichler. Les aspects politico-sécuritaires des relations franco-tchèques : Cahiers du CEFRES N° 14f. Regards communs sur l'Europe. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.4. halshs-01164745

HAL Id: halshs-01164745
https://shs.hal.science/halshs-01164745

Submitted on 17 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES
N° 14f, Regards communs sur l'Europe
Jacques Rupnik (Ed.)

Jan EICHLER
Les aspects politico-sécuritaires des relations franco-tchèques

---

Référence électronique / electronic reference :
Jan Eichler, « Les aspects politico-sécuritaires des relations franco-tchèques », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Euope (ed. Jacques Rupnik).
Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012
URL : http://www.cefres.cz/pdf/c14f/eichler_1998_politique_securite.pdf
Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE
http://www.cefres.cz

Ce document a été généré par l'éditeur.
© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Les aspects politico-sécuritaires des relations franco-tchèques

Jan Eichler

Je voudrais dire pour commencer que l'Europe et sa sécurité ont connu, en ces quelques années d'après-guerre froide, une évolution très riche en événements. En effet, voilà à peine six ans nous débattions de l'idée française de créer une confédération européenne, laquelle paraît aujourd'hui, hélas, relever quasiment de l'histoire. Intervint ensuite la crise balkanique, qui se transforma presque immédiatement en une sorte de test comportemental des pays et des organisations internationales. Nous fûmes témoins de l'efficacité de l'Alliance atlantique et de la confirmation de sa nécessité face aux risques de notre temps. Il convient également de rappeler l'importance de l'engagement français en Bosnie: l'envoi des unités de la Force d'action rapide (FAR) fut une action qui amena le président Clinton à déployer des unités américaines en Bosnie. Quoi qu'il en soit, l'engagement américain en Bosnie montra que plus d'OTAN pouvait être synonyme de plus d'Europe demain.

L'évolution de l'après-guerre froide confirma en outre la décision de l'OTAN de procéder à une transformation interne. Cela est important aussi pour les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Pour ceux-ci, la collaboration avec l'OTAN, dans le cadre du Conseil de coopération de l'Atlantique-Nord (North Atlantic Cooperation Council, NACC) et du Partenariat pour la paix (PfP), fut importante et fructueuse. C'est en effet grâce à cette collaboration qu'ils purent relativement rapidement procéder à une transformation significative. Ce processus se déroula non seulement dans l'armée, mais intervint également dans la conception de la politique de sécurité, dans l'élaboration des budgets des armées, dans la mise en place d'un système de contrôle démocratique des forces armées et des ministères de la Défense. Au niveau régional, il est important de relever que l'activité engagée dans le cadre du NACC et du PfP incita les pays d'Europe centrale et orientale à privilégier, lors de la conception et de la réalisation de leur politique de sécurité, les approches collectives par rapport aux approches purement nationales. Dans l'ensemble, on peut dire que la participation au PfP eut des résultats qui dépassèrent les espérances, que son bilan est plus fructueux qu'on ne le prévoyait.

En ce qui concerne la République tchèque elle-même, l'OTAN devint l'organisation dans laquelle ce pays plaça tous ses espoirs pour sa politique de sécurité. La plupart des partis politiques font de l'entrée dans l'OTAN leur principal objectif, et ce non seulement dans le domaine de la politique de sécurité, mais aussi dans celui de la politique étrangère. Cela est vrai surtout pour les trois partis de la coalition – l'ODS, l'ODA et le KDU-ČSL. Le principal parti d'opposition (ČSSD) se déclare lui aussi favorable à l'entrée dans l'OTAN. Celui-ci conditionne toutefois son accord à l'adhésion à l'OTAN à l'organisation d'un référendum et appelle ses membres et électeurs à voter pour. Deux partis d'opposition sont contre l'entrée dans l'OTAN – le KSČM, à l'extrême gauche, qui compte 22 députés au Parlement, et le SPR-RSČ, à l'extrême droite, qui en compte 18.

Pour ce qui est de la motivation à rejoindre l'OTAN, elle s'appuie en premier lieu sur l'article 5, grâce auquel l'OTAN apparaît, pour beaucoup d'hommes politiques tchèques, comme l'organisation de défense collective rêvée. De leur point de vue, l'entrée dans l'OTAN apparaît comme l'assurance d'une substantielle amélioration de la situation sécuritaire de la République tchèque. Mais la motivation politique ne joue pas un rôle négligeable non plus: la classe politique tchèque argumente en soulignant l'importance des valeurs communément partagées. Celles-ci ne sont en réalité que la négation des valeurs reconnues dans ce pays par le passé. La propriété sociale fut remplacée par la propriété privée, l'économie de marché détrôna l'économie planifiée, la toute-puissance et l'omniprésence de l'Etat cédèrent le pas à l'éloge de la liberté de l'individu, le rôle dirigeant du parti fut renié et remplacé

par le principe des élections libres, et cet ensemble de valeurs tant désiré est la négation de l'ancien internationalisme socialiste (auquel, par ailleurs, ne croyaient plus que les ex-apparatchiks).

Cette comparaison peut faire l'objet de critiques, mais elle nous permet de mieux comprendre que la coalition gouvernementale conçoit l'entrée dans l'OTAN comme la confirmation de sa maturité politique et la reconnaissance du chemin qu'elle a parcouru en un laps de temps relativement court - sept ans. L'entrée dans l'OTAN est en outre perçue comme la garantie du non-retour du système politique fondé sur les valeurs évoquées plus haut. La volonté d'entrer dans cette organisation a donc également un aspect de politique intérieure non négligeable; c'est une importante tâche à accomplir en politique intérieure. Cet état de fait est sensible dans le rapport qu'entretient le gouvernement tchèque avec les différents pays membres de l'Alliance.

Les pays qui accordent une attention toute particulière aux PECO et qui sont favorables à leur intégration dès la première vague d'élargissement de l'OTAN sont considérés comme les plus grands alliés. Ils sont appréciés aux plans politiques et stratégiques et priorité leur est accordée lors de la conclusion de contrats stratégiques. A l'inverse, les pays plus tournés vers la région méditerranéenne sont considérés comme relativement moins importants.

Bien que nous ayons cessé d'employer l'expression “zone d'influence“, nous ne devrions pas nous dissimuler le fait que tout soutien apporté à la candidature d'adhésion à l'OTAN peut avoir une influence de long terme sur les points de vue qu'adoptent les pays candidats de la “première vague“ sur les différents pays de l'OTAN. Les activités diplomatiques de Paris à Prague sont également évaluées en fonction du profit que peuvent en tirer le processus d'élargissement de l'OTAN et surtout la candidature de la République tchèque.

Dans le cadre de la préparation à l'entrée dans l'OTAN, on parle souvent, en République tchèque, de la souveraineté, et la France est justement un pays qui accorde une grande importance à la souveraineté lors de l'adhésion à l'OTAN. En République tchèque, la situation actuelle est la suivante: les partisans de l'entrée dans l'OTAN répètent à l'envi qu'aucune diminution de souveraineté n'est à redouter, qu'au contraire la République tchèque aura une chance unique de négocier, selon l'expression consacrée, d'égal à égal avec tous les membres de l'OTAN. Personnellement, je pense qu'il est nécessaire de dépasser cette vision sans nuance. Il importe de reconnaître que la notion de souveraineté est devenue très relative. C'est pourquoi nous pouvons aujourd'hui placer sur le premier plateau d'une balance imaginaire une indépendance totale par rapport à l'OTAN, dont le revers serait toutefois la pérennisation des incertitudes sécuritaires, et sur le second plateau la nécessité de s'accommoder de la conception stratégique de l'Alliance, qui s'accompagne de garanties sécuritaires incontestables.

Dans le processus de préparation à l'entrée dans l'OTAN, une importance considérable revient au dialogue avec l'opinion et, dans ce cadre, au choix des arguments. Quasiment tous les partisans de l'entrée dans l'OTAN ne cessent de répéter que les avantages en sont la possibilité qu'elle nous offre d'une défense à moindre coût, d'une protection face aux risques de l'époque (prolifération des armes de destruction massive, terrorisme, instabilité, fondamentalisme, incertitude quant à l'évolution de la Russie, etc.), d'une extension de la stabilité à l'est. La répétition incessante de ces arguments rappelle l'amiral français Sanguinetti, qui parlait de “catéchisme atlantique“.

Nous oublions en effet que d'autres pays européens pourraient faire de même pour favoriser leur entrée dans l'OTAN, par exemple les Pays baltes, la Roumanie, l'Ukraine, d'autres encore. Et ces pays pourraient utiliser ces mêmes arguments avec plus d'acuité encore que la République tchèque. Un simple coup d'oeil sur une carte nous révèle que ces pays sont beaucoup plus exposés que la République tchèque aux incertitudes liées à l'évolution de la Russie, que ces pays ont encore plus besoin qu'elle de l'extension de la stabilité à l'est et qu'ils ont pour le moins le même droit à une défense à moindre coût.

Si nous désirons dépasser ce catéchisme atlantique, nous devons largement tenir compte du contexte international du processus d'élargissement de l'OTAN. Je pense que c'est la condition d'un meilleur dialogue avec l'opinion, la condition pour que l'entrée dans l'OTAN ne soit pas l'expression des seuls intérêts des hommes politiques, mais aussi de ceux des citoyens. Il convient de chercher des mé-

thodes efficaces pour aboutir à un consensus, pour que la majorité de la population parvienne, après avoir réfléchi en toute indépendance, à la conclusion que l'entrée dans l'OTAN répond aux intérêts et aux besoins de sécurité de notre pays, et pour qu'elle accepte mieux les frais que cette adhésion entraînera.

Cette orientation en faveur de l'OTAN se fait également sentir dans la modernisation des armées de la République tchèque. Sur ce point-là, notre pays ne peut se passer d'une collaboration avec les pays qui détiennent les technologies les plus sophistiquées et qui les utilisent à des fins militaires. Il est réconfortant de savoir que la France fait partie des pays actifs dans ce domaine. Bien des entreprises méritent d'être reconnues, telles Dassault, Thomson, Matra, Sextant Avionique. Mais il convient toutefois de préciser que le gouvernement français n'apporte pas un soutien politique suffisant à ces sociétés françaises très dynamiques et engagées. Cela les désavantage fortement par rapport aux firmes américaines, qui jouissent du soutien de leur gouvernement, sont reconnues à Prague à un haut niveau politique et reçoivent des commandes stratégiques. Il n'est que de rappeler certaines commandes telles que l'exocet L 159, les complexes logistiques pour le système de défense aérienne, les systèmes informatiques des états-majors, etc.

A cela s'ajoute la position du gouvernement tchèque, qui laisse clairement entendre qu'il accorde une importance stratégique à la collaboration avec les Etats-Unis. Bien que certains pays d'Europe occidentale disposent d'une industrie aérienne de très haut niveau et de systèmes modernes d'aviation militaire, 1995 vit se constituer une commission de spécialistes américano-tchèque chargée de réaliser un programme de développement de l'aviation militaire et de défense aérienne. Cette commission ne compte aucun représentant de pays comme la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Suède... Le fait que le gouvernement, dans son désir d'intégrer l'OTAN, se tourne en premier lieu vers les Etats-Unis prend, dans ce domaine, une forme tout à fait concrète. Dans ces circonstances, il ne reste plus qu'à espérer que l'intérêt que peut avoir la France à participer à la modernisation des armées de la République tchèque ne faiblira pas, malgré ces faits défavorables, et que l'avenir nous réservera des projets communs concrets.

Traduit du tchèque par Carole Formánek